



Coordination économique et réforme financière pour une relance plus forte et plus juste

Déclaration sur le renforcement de la zone euro et la préparation de la stratégie UE 2020

**Adoptée par les Premiers Ministres et Vice-Premiers Ministres du PSE
le 10 Février 2010**

La crise financière, économique et sociale n'est pas encore finie. S'il a été possible de l'endiguer et d'éviter ainsi un effondrement total du système financier, il reste encore beaucoup à faire pour la surmonter et pour empêcher qu'elle ne puisse se reproduire à l'avenir. L'économie stagne, le chômage augmente, le crédit bancaire est encore insuffisant, les finances publiques sont mises à mal, les mouvements spéculatifs reprennent, mettant sous pression certains Etats membres de la zone euro.

Nous avons besoin d'une politique ferme de réglementation des marchés financiers, conformément aux engagements pris préalablement par les Etats membres. Il est particulièrement urgent d'aller de l'avant avec les directives sur les fonds alternatifs, sur les fonds propres et sur les exigences de fonds propres, d'instituer le système européen de supervision financière et les agences de notation. Le système financier doit revenir à son but : permettre les investissements and les créations d'emplois, et renforcer la protection des consommateurs.

Les pressions que les pays membres de la zone euro ont connues récemment débouchent sur de promptes réponses nationales alliant responsabilité financière et justice sociale. Mais la sauvegarde de la zone euro exige également une réponse claire et coordonnée de la zone euro elle-même, dont les membres doivent agir ensemble selon les principes de responsabilité politique et fiscale et de solidarité. Un cadre adapté doit être défini pour permettre que la zone euro ait ses propres moyens d'éviter ces risques en combinant une discipline fiscale nationale avec un mécanisme de soutien financier en dernier ressort, alliant des prêts de banques privées avec une garantie accordée aux pays membres de la zone euro, sous certaines conditions. L'article 122-2 du Traité de Lisbonne offre la base légale nécessaire à la Commission Européenne pour faire une proposition allant dans ce sens.

Le défi le plus important reste de promouvoir une croissance de long terme, des créations d'emplois et de lutter contre les inégalités sociales, et ce dans le cadre d'un processus d'assainissement budgétaire. Le meilleur moyen de garantir la prospérité de l'Europe et de renforcer la zone euro consiste à lancer une action coordonnée et ambitieuse dans le but de générer une croissance plus verte, plus intelligente et plus solidaire. A cet effet, il faut une plus grande coordination des politiques macroéconomiques afin de promouvoir les investissements publics et privés dans les nouveaux domaines générateurs d'emplois comme l'efficacité énergétique, les technologies à faible émission de carbone, les technologies de l'information et de la communication, la recherche, l'éducation et les infrastructures sociales. Il est essentiel que les efforts d'assainissement budgétaire donnent la priorité à la création d'emplois afin de



rééquilibrer les finances publiques. La charge fiscale doit à présent être transférée vers le carbone et vers le secteur de la finance, en particulier en faisant contribuer le secteur bancaire au paiement de la note due à la crise financière en mettant en place au niveau européen une taxe sur les transactions financières. De nouveaux instruments doivent être développés au niveau européen afin de permettre aux Etats membres de financer plus d'investissements.

De plus, il est urgent de mettre au point une politique industrielle européenne durable afin de promouvoir la transition vers une économie plus écologique et plus intelligente. Pour être juste, cette transition doit se fonder sur une requalification professionnelle active et une protection sociale de qualité. La stratégie UE 2020 devrait comporter une forte dimension sociale, alliant politiques de l'emploi avec protection sociale et politique de lutte contre l'exclusion pour permettre un vrai changement, de lutter contre la pauvreté et d'assurer l'égalité des chances. La formation professionnelle doit être systématisée, de même que le principe de flexicurité, et les systèmes de retraites consolidés. En temps de crise, il est également fondamental que nos systèmes de protection sociale soient plus efficaces dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités femmes-hommes. Les écarts de salaires ne doivent plus s'accroître. Un cadre européen doit être défini pour renforcer le modèle social européen.

Telles doivent être les priorités de la stratégie UE 2020 si nous voulons qu'elle soit non seulement envisagée sur le long terme pour un développement durable, mais aussi que la reprise européenne soit crédible et juste. Cette stratégie doit être sous-tendue par des instruments politiques et financiers renforcés et plus efficaces. Nous devons par ailleurs mieux articuler notre action aux niveaux national, européen et international. Il est fondamental que la stratégie UE 2020 soit sous-tendue par une meilleure coordination des politiques nationales et par un Programme communautaire plus ambitieux. Nous avons plus que jamais besoin d'une action extérieure globale et coordonnée au niveau européen afin de modeler la mondialisation si nous voulons atteindre nos objectifs. Nous devons être particulièrement vigilants à la préparation des G20.

L'innovation, la soutenabilité et la solidarité sont les mots-clés pour nous permettre de construire un avenir commun sur la base d'une croissance plus verte et plus intelligente, de la création d'emplois et de l'inclusion sociale.

